



***Le nationalisme dans les Balkans ; entre
histoire, opportunisme et enjeu politique.***

***Mémoire de géopolitique
du commandant Gilles CASTEL
dans le cadre de l'étude dirigée « Géopolitique des Balkans »***

Directeur : Ambassadeur Georges Marie CHENU

Avril 2001

1. Mémoire de géopolitique « Le nationalisme dans les Balkans ; entre histoire, opportunisme et enjeu politique » par le Commandant CASTEL EBCASTELG0604
2. Commandant (Terre) CASTEL Gilles (France)
3. 6 avril 2001
4. Division B
5. Mémoire de géopolitique
6. Histoire, politique et nationalisme sont étroitement liés dans les Balkans. Mais ce nationalisme exacerbé que l'on retrouve dans tous les discours correspond-il à une réalité sociologique ou n'est-il pas plutôt un moyen de légitimer un discours politique ?
Si l'on se penche sur l'histoire de la Yougoslavie depuis la fin de la première guerre mondiale afin d'étudier comment les divers courants politiques se sont servi du nationalisme pour légitimer leur discours, notamment dans les années 80, un certain nombre de lignes se dégagent. De part sa spécificité et son histoire, le communisme yougoslave est à l'origine de la construction du nationalisme, ledit communisme est d'ailleurs à rapprocher des autres conditions historiques qui ont conduit à la production d'un discours nationaliste propre à la région. Eléments moteurs tout au long de l'histoire des Balkans, la Serbie et la Croatie représentent deux exemples particulièrement significatifs de production et d'utilisation du nationalisme à des fins politiques.
7. Nationalisme, Balkans, communisme, politique, histoire.

Le nationalisme dans les Balkans ; entre histoire, opportunisme et enjeu politique.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Partie I.

Le modèle national des communistes yougoslaves.

Les origines du modèle national communiste en Yougoslavie.

La prise de pouvoir du parti communiste.

Le règlement du problème national en Yougoslavie.

La décentralisation yougoslave.

Partie II.

Les conditions historiques de production du discours nationaliste.

Les conditions politico-économiques.

Les critiques naissantes du communisme.

Le vide idéologique.

Les conditions internationales.

Partie III.

Le renouveau nationaliste serbe et croate.

Le cas Serbe.

Genèse et développement du renouveau nationaliste croate.

CONCLUSION.

INTRODUCTION

Ces dix dernières années, les partis serbes de l'opposition ont développé le nationalisme sur une échelle allant de la pathologie au libéralisme.

Il n'existe pratiquement aucun parti d'opposition en Serbie, voire dans toute l'ex-Yougoslavie, avec lequel on pourrait se demander ouvertement s'il a attisé ou même s'il s'est servi du nationalisme depuis le début des conflits nationaux. Le Mouvement serbe du renouveau (SPO) forma la Garde serbe. Le Parti démocratique serbe (DSS) donna dans la rhétorique anti-occidentale. Le leader du parti démocrate (DS) rencontra Radovan Karadzic à Pale alors que cette ville était rejetée par le monde entier. L'opposition a contribué à enflammer le nationalisme en Serbie

D'un côté, l'opposition a été formée par les partis "folkloriques, nationalistes et chauvins" tels que le Parti de l'unité serbe (SSJ) et le Parti social-démocrate (SDB). Le SDS était caractérisé par son soutien à la guerre, à la purification ethnique, à la création d'un Etat serbe homogène, etc. De l'autre côté, il y avait le SPO et le DSS qui ne soutenaient pas les moyens utilisés par le régime, mais sans toutefois renoncer à leur idée de Grande Serbie.

Peut-on alors parler de nationalisme tactique ?

Pour Vesna Pesic, en effet, la théorie selon laquelle les partis de l'opposition ont flirté avec le nationalisme pour des raisons tactiques (afin d'obtenir des points politiques auprès du peuple) n'est pas juste. Elle estime que le peuple était déjà orienté vers le nationalisme, et l'opposition fait partie du peuple.

Borivoje Borovic, membre du SPO, affirme quant à lui que son parti a "joué un rôle dans l'éveil de la conscience nationale qui s'était perdue dans la Yougoslavie communiste, mais non pas dans l'incitation au nationalisme". Le programme préconisé par le SPO lors de ses meetings prévoyait que tous les "Shiptari" (nom donné aux Albanais) entrés de force au Kosovo après avril 1941 soient refoulés en Albanie, ainsi que tous les « Shiptari » n'ayant pas voulu accepter la nationalité serbe, ce qui était pourtant conforme à toutes les conventions européennes.

Doit-on alors parler d'un nationalisme pathologique et folklorique ?

Les opinions sont partagées lorsqu'on évoque le nationalisme sur la scène de l'opposition serbe. Certains considèrent que le nationalisme subsiste dans la pire de ses formes un "nationalisme pathologique". D'autres, que le nationalisme de la scène politique serbe n'aurait en vérité jamais existé ; paradoxe ? L'historien Milan St. Protic affirme qu'aucun parti serbe n'est véritablement national et encore moins nationaliste, y compris celui du régime de Belgrade. Le régime de Belgrade avait l'intention de maintenir l'ordre dans le pays, l'ordre communiste, et il a changé ses ambitions territoriales, mais pas idéologiques.

Certes, l'argument de nation historique, largement utilisé dans les Balkans explicite certains points relatifs à l'utilisation du passé par les nationalistes.

Mais il convient tout d'abord de rappeler que la nation doit être considérée comme étant une forme d'organisation sociale relativement récente, puisque datant de la Révolution française. Par conséquent, toute démarche consistant à aller rechercher dans un passé antérieur à la Révolution française des traces ou des preuves de l'existence d'une nation et de ses droits historiques doit être réfutée.

Les nationalistes se trompent donc (et trompent leur population) lorsqu'ils conçoivent un passé immémorial à leur nation et pourquoi ils invoquent cet argument.

On peut tout d'abord remarquer que l'entreprise de référence au passé, opérée par les nationalistes pour justifier une nation, vise souvent à donner une impression de continuité et de pérennité à cette dernière.

Pour assurer cette idée de pérennité, les nationalistes argumentent très souvent à partir de l'existence, réelle ou supposée, d'un Etat historique qui aurait existé de tout temps, sur un territoire approximativement stable, sous une désignation approximativement univoque.

Or, force est de constater que cela ne se vérifie pas souvent empiriquement. Emmanuel Wallerstein, remarque que, « si l'on examine à la date de 1450 plusieurs entités qui existaient alors, par exemple les Pays-Bas bourguignons, le Saint-Empire romain germanique, l'Empire du grand Moghol, on découvre que, dans chaque cas, il existe aujourd'hui non pas un Etat, mais au moins trois Etats souverains qui peuvent prétendre à un certain degré de filiation politique, culturelle et spatiale avec ces entités », ce qui lui fait conclure que : « Le sens du passé est avant tout un phénomène moral, et donc politique ; et c'est toujours un phénomène du présent. Comme le monde réel change constamment, ce qui est pertinent pour la politique actuelle change aussi, inévitablement et constamment. En conséquence, il va de soi que le contenu de ce sens du passé change lui aussi sans cesse. »

Plus fondamental encore est le fait que la population « yougoslave » ne s'identifiait aucunement à une nation. Or, l'intériorisation d'une identité nationale par la majorité d'une population, suite à la diffusion d'une idée nationale confectionnée par des élites, est une des principales caractéristiques de la nation.

Un tel phénomène n'est pas décelable avant la Révolution industrielle et l'extension des moyens de communication. Ces derniers sont en effet indispensables pour obtenir l'intégration d'une population, caractéristique d'une nation. On ne peut donc déceler la moindre trace de nation au Moyen Age et auparavant, car, s'il ne manque pas de preuves que le petit peuple dans un royaume pouvait s'identifier à un pays et à un peuple à travers le dirigeant suprême, roi ou tsar, comme le fit Jeanne d'Arc, il est peu vraisemblable que des paysans se soient identifiés à un pays, qui se réduisait à une communauté des seigneurs, qui constituaient inévitablement les principales cibles de leur mécontentement. On ne peut donc raisonnablement établir une quelconque continuité entre des Royaumes ou Empires passés et une nation moderne.

De manière générale, l'histoire nationale est forcément sélective. Les nationalistes choisissent à leur gré dans l'histoire réelle les éléments qui les intéressent, quand ils ne les inventent pas purement et simplement. C'est cette sélectivité officielle, mais cachée, qui permet d'affirmer une continuité là où il n'y en a pas.

Le passé des nationalistes a une forte connotation mythique, ce qui lui permet, par sa dimension émotive, d'être mieux perceptible par la population, mais lui enlève toute portée scientifique et objective. Dans cette « mythologie rétrospective », les mythes d'origine (ou plutôt supposés tels) tiennent évidemment une place importante, avec leurs cortèges de fondateurs, de héros, de martyrs, mais aussi d'hérétiques et de traîtres, qui font appel à l'émotivité et à la sentimentalité de la population.

La pensée historique fournit en quelque sorte les matériaux nécessaires à la constitution des nations. L'histoire, comme partie intégrante de l'idéologie nationale, n'est donc que celle qui a été sélectionnée, institutionnalisée et ensuite popularisée par ceux dont la fonction est d'agir ainsi.

Le fait de populariser l'histoire nationale joue bien sûr un rôle primordial, afin qu'une mémoire collective soit transmise à une population, ce qui ne peut se faire qu'à travers l'enseignement généralisé. Certains intellectuels y contribuent tout particulièrement, en premier lieu les historiens, mais également des sociologues, des écrivains ou des ethnologues

qui, grâce à la propagation d'une histoire nationale, s'attribuent une place de choix dans la hiérarchie d'une société.

Histoire, politique et nationalisme sont donc étroitement liés, tout particulièrement dans les Balkans. Mais ce nationalisme exacerbé que l'on retrouve dans tous les discours correspond-il à une réalité sociologique ou n'est-il pas plutôt un moyen de légitimer un discours politique ?

Si l'on se penche sur l'histoire de la Yougoslavie depuis la fin de la première guerre mondiale afin d'étudier comment les divers courants politiques se sont servi du nationalisme pour légitimer leur discours, notamment dans les années 80, un certain nombre de lignes se dégagent. De part sa spécificité et son histoire, le communisme yougoslave est à l'origine de la construction du nationalisme (I° partie), ledit communisme est d'ailleurs à rapprocher des autres conditions historiques qui ont conduit à la production d'un discours nationaliste propre à la région (II° partie). Enfin, éléments moteurs tout au long de l'histoire des Balkans, la Serbie et la Croatie représentent deux exemples particulièrement significatifs de production et d'utilisation du nationalisme à des fins politiques (III° partie).

I. Le modèle national des communistes yougoslaves

1. Les origines du modèle national communiste en Yougoslavie

Si la Yougoslavie communiste voit le jour à la faveur de la seconde déflagration mondiale, ses origines sont à rechercher, outre à la lumière de la guerre elle-même, dans l'histoire tumultueuse du Parti Communiste Yougoslave (PCY) de l'entre-deux-guerres d'une part, et dans l'influence de l'URSS et du Komintern sur les partis communistes européens d'autre part.

1.1. Le parti communiste Yougoslave.

Le parti communiste yougoslave naquit en avril 1919, et reste à ce jour le seul parti proprement yougoslave et véritablement yougoslavisant de toute l'histoire de ce pays. Le pouvoir bolchevik était alors encore trop faible pour avoir pu créer le PCY et même pour s'intéresser sérieusement aux problèmes des Balkans. Il est donc intéressant de remarquer que le communisme et sa vision pan-yougoslave n'ont pas été importés de l'extérieur, mais sont la résultante de l'évolution de la situation nationale et sociale propre à la Yougoslavie.

Dans un premier temps, ce parti va se révéler être un fervent partisan de l'unité yougoslave, et même être plus unitariste dans ses conceptions que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Essentiellement parti politique exprimant les protestations des déçus du nouveau régime, le PCY réalisa le 3ème score aux élections de 1921. Inquiété par ce résultat électoral, rendu possible par l'existence de criantes inégalités sociales, le gouvernement de Belgrade va plonger le PCY dans la clandestinité, en instituant une loi de défense de l'Etat, en août 1921, qui proclamait le parti communiste hors-la-loi.

Frappé en pleine expansion, le PCY va peu à peu perdre de sa puissance et de son influence, pour devenir une formation marginale dans la vie politique. C'est pourtant dans cette clandestinité que vont peu à peu se mettre en place les bases, notamment théoriques, qui permettront plus tard au PCY de prendre le pouvoir

Jusqu'en 1935, on peut distinguer deux principaux courants de pensée au sein du PCY. Le premier est représenté par la figure emblématique de son premier secrétaire général, Sima Markovic. Le second correspond dans les grandes lignes à la vision du Komintern sur le problème national yougoslave.

Sima Markovic fut élu secrétaire général du PCY lors de son premier Congrès, en avril 1919, poste qu'il occupera jusqu'au 3ème Congrès de 1926. D'origine serbe, il était déjà un des principaux leaders du puissant parti social démocrate de Serbie d'avant-guerre, dont les membres formaient l'armature du PCY des années 20. Marxiste orthodoxe, il ne concevait la question nationale en Yougoslavie qu'en termes de lutte des classes s'affrontant dans le but d'obtenir le soutien de leurs populations respectives. Le nationalisme, quel qu'il soit, ne pouvait avoir d'autres fonctions, selon lui, que de légitimer les aspirations capitalistes.

Sima Markovic reconnaissait toutefois l'existence de trois identités nationales (serbe, croate et slovène), mais pensait qu'elles se transformeraient avec le temps en une conscience nationale unique. En attendant, Markovic concevait la future Yougoslavie communiste comme une union de différentes nations, mais en aucun cas d'Etats souverains : « quelque chose de plus qu'une fédération, mais pourtant pas une confédération ».

12. L'influence du Komintern.

La vision de Sima Markovic va peu à peu être remplacée par une idée plus radicale, qui va progressivement s'imposer au PCY, sous la pression du Komintern. Ce dernier a très

vite été opposé à la paix de Versailles et surtout à la création des nouveaux Etats d'Europe centrale et orientale, autant d'obstacles à l'expansion de la révolution vers l'Ouest. La Yougoslavie, où s'étaient réfugiés beaucoup de généraux «blancs », était considérée comme un obstacle gênant, et tout devait être entrepris en conséquence pour déstabiliser le nouvel Etat. Afin d'atteindre cet objectif, le Komintern mena une politique visant à attiser les haines interethniques, en cherchant des alliés parmi les nations non serbes. C'est ainsi que le 5ème Congrès du Komintern, réunit à Moscou en juin et juillet 1925, vota une résolution demandant au PCY de proclamer le droit à l'autodétermination des peuples yougoslaves, droit qui devait s'exprimer sous la forme d'une séparation de la Croatie, de la Slovénie et de la Macédoine, et de leur établissement en républiques indépendantes

Certaines résolutions proclamées lors de la 3ème Conférence de janvier 1924 vont devenir des leitmotivs inchangés du parti, jusqu'à sa prise de pouvoir en 1945, d'où l'importance de cette réunion, il en ressort notamment que :

- L'élite dirigeante bourgeoise n'a pas réussi à créer une conscience nationale yougoslave commune.
- Il existe une prédominance serbe, hégémonique et oppressive, en Yougoslavie.
- Chaque nation a droit de sécession.
- La lutte pour la résolution de la question nationale fait partie intégrante de la lutte révolutionnaire communiste pour la libération du prolétariat. En d'autres termes, questions nationales et sociales sont liées, ce qui permet de justifier les résolutions du PCY.

Le 3ème Congrès du PCY, qui se tint à Vienne en mai 1926, accepte la ligne du Komintern prônant le séparatisme, et propagera l'idée d'une fédération balkanique révolutionnaire

Mais la politique du Komintern, concernant les questions nationales en général, et la Yougoslavie en particulier, va peu à peu totalement se modifier, et ce pour deux raisons essentielles :

- Au plan théorique tout d'abord, on peut relever que la vision soviétique du problème national va considérablement évoluer, notamment sous l'impulsion de Staline, qui accéda au pouvoir suprême en 1929.

Staline donnât une assise territoriale à la nation, tout en garantissant l'exercice de ses droits nationaux à tout individu résidant hors de sa république d'origine.

- La deuxième raison qui explique le changement d'attitude de l'URSS envers la Yougoslavie, est inhérente à la situation internationale qui règne en Europe, à partir de

l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne. Dès lors, les Etats d'Europe centrale et orientale ne sont plus considérés par l'URSS comme des freins à son expansion vers l'Ouest, mais au contraire comme autant de barrières défensives face aux nouvelles ambitions expansionnistes allemandes. Or, la dissolution de la Yougoslavie ou de la Tchécoslovaquie aurait pour conséquence d'affaiblir cette barrière

C'est dans ce contexte que le Komintern lança un nouveau mot d'ordre aux partis communistes d'Europe, celui de créer de vastes coalitions antifascistes au sein de fronts populaires.

Le front populaire yougoslave ne devint cependant jamais une véritable coalition de forces politiques, car seuls des individus ou des formations politiquement minorisées acceptèrent de coopérer avec les communistes, mais le parti devint cependant aussi véritablement multinational, alors qu'il avait été jusque-là dominé par les Serbes et les Croates. Le sens de la solidarité yougoslave, ainsi que la conviction en un destin commun, imprégna très rapidement l'ensemble de ses membres. Ce nouvel état d'esprit favorisa la mobilité des élites communistes, qui se déplacèrent dans l'ensemble de la Yougoslavie pour défendre leurs idées et favoriser la création d'une conscience yougoslave.

2. La prise de pouvoir du parti communiste

21. La deuxième guerre mondiale.

En mai 1941, la Yougoslavie royaliste fut envahie en quelques jours par les armées italiennes et surtout allemandes, puis dissoute par les mêmes forces en une multitude d'Etats fantômes ou annexée en partie par les pays voisins.

Les communistes se trouvent ainsi confrontés à une situation avantageuse pour conquérir le pouvoir, du moment que l'ancien gouvernement, exilé à Londres, a disparu et que l'instabilité est générale à travers le pays. Le nouveau pouvoir qui se mit en place était celui des occupants et des gouvernements institués par ces derniers, notamment en Croatie (Pavelic) et en Serbie (Nedic). C'était donc prioritairement contre eux que devait s'exercer l'action du PCY, si ce dernier entendait parvenir à exploiter la guerre impérialiste pour instaurer un régime révolutionnaire.

C'est pourquoi, pour avoir une chance de succès, le PCY se devait d'être un lieu d'union de tous les peuples yougoslaves, et proposer un projet commun à même de satisfaire l'ensemble de ces derniers. L'accent fut constamment mis sur la lutte contre l'occupant et le

fascisme, afin de ressouder la cohésion des peuples yougoslaves et renforcer l'unité politique des Partisans.

22. Les institutions.

Au niveau institutionnel, c'est à partir de novembre 1942 que les différents organismes du mouvement des Partisans sont véritablement opérationnels. L'Armée de libération nationale est la force de combat, les Comités populaires deviennent l'institution révolutionnaire de base et le Conseil antifasciste de libération nationale (AVNOJ) l'institution suprême, politique et administrative, de l'Etat en formation

L'AVNOJ élabore alors un projet de future Yougoslavie, consistant en une démocratie socialiste, dans le cadre d'un Etat fédéral, où les différents peuples jouiraient de l'égalité des droits, suivant en cela la ligne définie par le PCY avant la guerre.

En novembre 1943, c'est à Jajce, dans le centre de la Bosnie-Herzégovine, que l'AVNOJ mit en place un Comité de libération nationale, véritable gouvernement provisoire yougoslave, avec Tito à sa tête.

Un accord Tito-Subasic fut conclu sous l'égide des Alliés le 8 août 1944 mais, sur le terrain, le pouvoir n'appartenait qu'aux Partisans. C'est pourquoi, lorsque le 7 mai 1945 se met en place le premier gouvernement yougoslave d'après-guerre, ce dernier comprend 23 ministres communistes et seulement 5 représentants du gouvernement de Londres. Affaiblis par les luttes internes, n'ayant aucun pouvoir effectif sur un pays contrôlé par les communistes, ces 5 membres vont très vite démissionner

Mais se débarrasser de l'ancien régime n'était pas suffisant pour la réussite du projet communiste. Il fallait également se débarrasser des mouvements qui avaient fait leur apparition avec la guerre. C'est pourquoi les Partisans massacrèrent plusieurs dizaines de milliers d'Ustasi à Bleiburg en 1945 et que Mihailovic, chef des Cetniks, fut exécuté en 1946. Le pouvoir communiste pouvait dès lors enfin ériger sa nouvelle légitimité, fédérale et communiste.

3. Le règlement du problème national en Yougoslavie

31. Le modèle de base : la Constitution de 1946

L'organisation politique de la Yougoslavie communiste va connaître bien des modifications, depuis sa naissance en 1945, jusqu'à sa mort en 1991. Le pays va connaître, durant ses 46 années d'existence, quatre constitutions sensiblement différentes, dont une, la

troisième, constamment modifiée par des amendements constitutionnels, qui seront des vecteurs fondamentaux des changements de cap radicaux effectués par le régime

La Constitution de 1946, mise en place par le nouveau régime, constitue la base des évolutions futures du régime en matière de question nationale.

Cette constitution mise sur pied par les communistes instaure un Etat yougoslave composé de 6 républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine) et 2 provinces autonomes (Vojvodine et Kosovo). La Yougoslavie est alors considérée comme une nation politique, alors que ses différentes composantes nationales sont décrites comme des nations ethniques, construites à partir d'éléments culturels. Le nouveau régime distingue donc clairement la citoyenneté unique yougoslave de la nationalité qui donne lieu à des droits culturels spécifiques. La citoyenneté yougoslave conférait à chaque individu les mêmes droits et devoirs, sans distinction de nationalité ou de religion.

Or, les républiques instituées ne correspondaient jamais aux nations définies en termes culturels. En fait, chaque république constituait également un Etat, qui était à la fois l'Etat de référence de la nation correspondante, et celui de toutes les fractions d'autres nations et nationalités qui y vivent à égalité de droits et de devoirs. En même temps, les minorités des républiques étaient considérées comme partie constituante de leur nation. Cette double distinction, un peu compliquée, sera aussi à la base des principaux enjeux de la guerre des années 90, où légitimités républicaines et ethniques vont chercher à se confondre.

La Constitution de 1946 prévoit que tout ce qui n'est pas du ressort de la Fédération est de la compétence des républiques. Six ministères seulement (affaires étrangères, défense, transports, mer, poste et commerce extérieur) sont créés au niveau fédéral.

Mais le droit de sécession prévu dans la constitution était totalement chimérique, étant donné qu'il n'existait aucun mouvement politique autre que le PCY ayant le poids nécessaire pour organiser une telle séparation.

Le communisme yougoslave a étouffé politiquement les nationalismes perçus comme dangereux (croate, serbe, albanais), mais a ménagé, voire parfois consolidé, les identités nationales en général, en décentralisant les institutions culturelles.

De manière générale, autant les Serbes que les Croates et les Slovènes avaient tendance cependant à être sur représentés au sein des instances fédérales, au détriment de toutes les autres nationalités. Le serbo-croate était de facto la langue officielle au niveau fédéral et dans l'armée, alors qu'il n'était parlé que par 2/3 de la population yougoslave.

Cette domination serbe et croate, qui s'inscrit dans un équilibre entre les deux ethnies toujours difficile à trouver vue la prédominance numérique des Serbes, voulait pourtant être évitée par les communistes.

De manière totalement centralisée et partiellement arbitraire, les dirigeants communistes tracèrent les nouvelles frontières intérieures de la Yougoslavie, en prenant un soin particulier à égaliser les dimensions des Républiques serbe et croate. Ces frontières n'étaient pourtant pas totalement arbitraires, dans la mesure où elles correspondaient toutes à des limites ayant déjà existé, sauf entre la Croatie et la Vojvodine serbe ou entre la Serbie et la Macédoine, cette dernière n'ayant encore jamais existé jusque-là comme entité spécifique

32. La Constitution de 1953, le yougoslavisme et l'autogestion

Suite à la rupture de Tito avec Staline en 1948 et ne pouvant plus puiser dans l'appareil légitimatoire du léninisme, les communistes yougoslaves vont devoir se tourner vers d'autres justifications idéologiques pour renforcer la cohésion yougoslave. N'ayant plus besoin de se calquer sur la Constitution soviétique de 1936, ils peuvent désormais modifier celle qu'ils avaient instituée en 1946 et instaurer un système socialiste original. C'est ce qu'il feront, en modifiant largement la Constitution yougoslave en 1953, et en imaginant le système autogestionnaire.

La Constitution de 1953, adoptée juste après le sixième Congrès, amende totalement celle de 1946. Le droit à l'autodétermination des républiques est supprimé, tout comme la souveraineté de ces dernières, qui n'est plus reconnue que de manière indirecte.

Dans la lignée de la Constitution de 1953, la LCY va en effet promouvoir une politique de yougoslavisant soutenue. Si les particularités de chaque nation devaient rester préservées, le parti va soutenir activement les mouvements de solidarité et les réseaux de communication entre les nations, tout en promouvant un sentiment yougoslave, notamment à travers les médias, contrôlés par le régime.

Mais la grande particularité idéologique des communistes yougoslaves, celle grâce à laquelle ils se distingueront principalement de leurs homologues soviétiques, est toutefois l'autogestion.

Le principe de l'autogestion est que les travailleurs s'organisent en petites unités, qui ne sont responsables devant aucune instance supérieure (République ou Fédération), mais qui poursuivent une voie conforme à celle dictée par la LCY. Au modèle soviétique de

socialisme bureaucratique, on pouvait opposer l'idée de prise en charge par les travailleurs eux-mêmes, afin de parvenir à terme à la disparition de l'Etat, et, dans un premier temps, à courber le pouvoir de la bureaucratie. La société yougoslave devait ainsi être démocratisée, puis se transformer en société sans classes et sans Etat. C'est pourquoi le système autogestionnaire fut mis en place, non seulement pour organiser les secteurs de production, mais également, graduellement, les services publics, tels que la santé, les pensions, etc.

La théorie autogestionnaire a eu le mérite de débloquer la société. Sa principale raison d'être était cependant de garantir une façade idéologique à un régime qui resta oligarchique et bureaucratique

Mais, plus grave, l'autogestion fut à bien des égards incapable de développer l'économie et de se débarrasser de la bureaucratie autogestionnaire. Bien au contraire, elle créa une strate supplémentaire de bureaucrates, préoccupés par leurs propres intérêts particuliers dont un résultat fut la multiplication des activités spéculatives et frauduleuses et par conséquent le développement des richesses personnelles illicites et le gaspillage des fonds sociaux et des moyens de production.

4. La décentralisation yougoslave

41. Les réformes des années 60

Au début des années 60, l'économie yougoslave commence à ressentir les premiers signes d'essoufflement, voire de récession, ce qui fera inévitablement resurgir les tensions ethniques et surtout les aspirations régionalistes, qui seront encore accentuées par le système autogestionnaire.

Pour faire face aux pressions grandissantes, qui vont peu à peu peser sur lui, le régime va progressivement lâcher du lest au profit de ses représentants républicains.

Le processus de décentralisation avait en fait déjà débuté avec le transfert de compétences économiques de l'appareil d'Etat aux entreprises et communes, notamment dans le cadre de l'autogestion. Cette tendance va se renforcer durant toutes les années 60 et surtout accroître le rôle des républiques en matière économique, alors que théoriquement l'Etat devait disparaître.

L'expression politique de cette nouvelle orientation du régime se matérialisera tout d'abord dans la Constitution de 1963. Cette dernière réintroduit le droit à l'auto-détermination des républiques et augmente considérablement leurs compétences. La

décentralisation culturelle et linguistique est accrue, et il sera dorénavant de la compétence des républiques de définir les langues nationales. Mais la supériorité de la Constitution fédérale sur les Constitutions républicaines est réaffirmée, tout comme l'unité de l'Etat yougoslave.

Une des grandes nouveautés idéologiques, qui suivit l'instauration de la Constitution de 1963, fut la position selon laquelle les républiques étaient des nations, et avaient par conséquent le droit de se développer de manière autonome.

Face aux partisans des réformes, les régions les moins développées ont toujours soutenu la centralisation politique et économique du pays, car elles espéraient ainsi obtenir plus d'aide économique du gouvernement fédéral, alors que les régions les plus développées favorisaient la décentralisation du pouvoir, l'ouverture au reste du monde et à une économie de marché limitée, car cela correspondait à leurs intérêts. Les partisans du centralisme trouvèrent en Rankovic un puissant porte-parole de leurs idées. Chef de la police politique du régime et vice-président yougoslave, son cheval de bataille était la lutte contre la libéralisation et la décentralisation de l'économie, ce qui n'était pas en soi nationaliste, même si ses idées rencontraient de l'écho principalement en Serbie. Pourtant, c'est bien de nationalisme que sera accusé Rankovic, par une commission mise sur pied le 16 juin 1966 par le Comité Central de la LCY pour enquêter sur les agissements de la police secrète yougoslave. Et c'est sous le même chef d'accusation qu'il sera exclu du Comité Central de la LCY, le 7 juillet 1966.

La chute de Rankovic est la concrétisation de la victoire des réformistes décentralisateurs. Mais cette éviction va surtout permettre d'accélérer la décentralisation des institutions et de l'étendre aux organes non économiques. Au niveau idéologique, le concept de yougoslavisme fut abandonné et même considéré comme une notion réactionnaire, centralisatrice et anti-réformiste.

Dans les coulisses, se mettent en place les conditions qui permettront 20 ans plus tard sa dislocation. Dès 1967, les républiques sont dotées de plus larges pouvoirs, et leur rôle dans la planification de l'économie est officiellement reconnu. Mais surtout, elles disposent dorénavant d'une représentation au sein des instances fédérales, alors que jusque-là c'était plutôt le centre qui était représenté dans les républiques. C'est ainsi que se constituèrent peu à peu des mini-Etats, intéressés en premier lieu par la sauvegarde des intérêts de leur bureaucratie.

La décentralisation des années 60 va en effet constituer une base fertile pour le développement des nationalismes de tout bord. Par rapport au modèle initial de distinction entre nations politiques yougoslaves et nations ethniques particulières, un glissement s'opère lentement vers une forme de reconnaissance politique des républiques, ce qui est un prélude à l'éclatement du pays, la légitimité idéologique justifiant la cohésion étant de plus en plus mince.

42. La Constitution de 1974

C'est la dernière de l'ère communiste yougoslave et elle restera donc en vigueur jusqu'à la désintégration de 1991. La plus longue du monde par le nombre d'articles (406), elle est la résultante de la politique de décentralisation des années 60 et la réponse aux résurgences nationalistes en Croatie.

Dans le préambule il est affirmé que les nations yougoslaves ont droit à l'autodétermination, ce qui comprend le droit de sécession. Le principe reste théorique, mais rien n'empêchera que ce droit soit revendiqué avec succès en 1991 par la Slovénie et la Croatie, qui profiteront même de l'absence de procédure pour se dissocier selon leur bon vouloir de la Fédération.

Plus grave pour l'avenir de la cohésion yougoslave est l'institution, par un amendement constitutionnel de 1971, repris dans la Constitution de 1974, d'un droit de veto pour les républiques lors de révisions de la Constitution fédérale, de modifications des frontières intérieures et lors de décisions qui nécessitent la modification des lois républicaines. Cette dernière mesure revenait à empêcher toute ingérence de la Fédération dans les affaires des républiques, qui étaient compétentes aussi bien sur le plan culturel qu'économique. La marge de manœuvre des autorités fédérales est ainsi réduite à quasi-rien, ce qui ne sera pas sans conséquences durant les années 80.

Après la Constitution de 1974, seule l'armée demeurait une organisation centralisée, aux côtés du maintien d'une monnaie unique. En fait, la Constitution de 1974 de la Yougoslavie, c'est un peu l'Union européenne à l'envers. Cette dernière crée, par agrégation, une entité politique à mi-chemin entre la fédération et la confédération, alors que la constitution de 1974 a exactement le même but, mais elle y parvient par ségrégation.

La confédéralisation de la LCY et de la Yougoslavie va permettre à chacune de ses entités composantes de faire resurgir les nationalismes locaux. La Constitution de 1974 est

l'engrais grâce auquel vont pouvoir fructifier les mouvements désirant faire disparaître la Yougoslavie

II. Les conditions historiques de production du discours nationaliste

1. Les conditions politico-économiques

1.1. Les données structurelles de l'économie communiste yougoslave

Suite à leur victoire durant la seconde guerre mondiale, les communistes se fixèrent quatre objectifs de politique économique :

- Un haut niveau de croissance économique
- Une industrialisation rapide
- La suppression de la production privée
- Le rapide développement des régions sous-développées.

Les dirigeants yougoslaves pensaient résoudre la question nationale dans leur pays en supprimant les disparités de développement économique entre les différentes régions. Pour y parvenir, les communistes concentrèrent leurs efforts dans une course à l'industrialisation accélérée, basée sur l'industrie lourde, au détriment de la production agricole.

Grâce à cette politique, les communistes obtinrent tout d'abord d'indéniables succès concrétisés par une expansion économique rapide.

Le principal problème, qui va peu à peu surgir, est que les inégalités entre républiques, loin de se résorber, vont au contraire s'approfondir. Dans un premier temps pourtant, les investissements furent surtout orientés vers les régions les moins développées.

Mais les Républiques du sud vont mal investir les capitaux à leur disposition, en se focalisant sur des dépenses de prestige, plutôt que de se réorienter vers les régions les plus rentables, c'est-à-dire celles qui étaient déjà partiellement développées.

Pressentant les dangers que pouvaient engendrer de tels déséquilibres, les dirigeants communistes imaginèrent le principe d'un fonds d'aide aux républiques et régions les plus défavorisées qui visait à maintenir un niveau égal d'enseignement et de service public sur l'ensemble du territoire de la Fédération. Le fonds fut mis en place en 1965 et fonctionna grâce à la soumission de toutes les entreprises à un emprunt obligatoire, dont le montant était

versé aux républiques et provinces les plus pauvres, sous la forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt.

Mais les tensions ne cessèrent pas avec la mise sur pied de ce fonds. Le développement inégalitaire était en effet source de frictions continues entre républiques riches et pauvres. Les dirigeants slovènes étaient particulièrement aigris par le fait qu'avec 8% de la population yougoslave, ils contribuaient pour 25% au budget fédéral et pour 18% au fonds d'aide aux régions les moins développées.

Si les communistes pensaient résoudre la question nationale par le développement économique, c'est au contraire le développement rapide, mais inégal selon les républiques, qui sera l'une des principales causes du renouveau nationaliste. Alors que l'économie devait résoudre tous les problèmes, c'est au contraire les problèmes économiques qui sont à la source de la désintégration de la Yougoslavie.

12. La crise économique des années 80

Dans les années 70, la prospérité était encore quasi-générale, prospérité que le citoyen Yougoslave moyen attribuait à l'autorité de Tito. Mais cette prospérité était en partie financée par les crédits octroyés par l'occident et, à la mort de Tito, les autorités Yougoslaves furent contraintes de dévoiler la dette extérieure du pays. C'est ainsi que les Yougoslaves prirent connaissance de l'étendue du désastre : un taux d'inflation de 40%, une dette extérieure de 20 milliards de dollars, un déficit commercial de 1 milliard de dollars, un million de chômeurs recensés.

Cette situation, déjà inquiétante, fut amplifiée de manière notoire par le choc pétrolier de 1979, et la récession globale qui s'ensuivit marqua le début d'une croissance négative ininterrompue de l'économie yougoslave. C'est pourquoi un mécontentement diffus contre le pouvoir commença à apparaître dans la population.

L'Occident, percevant la nécessité d'une Yougoslavie stable et indépendante, dans un contexte de regain de guerre froide, accepta de ré échelonner la dette, dont le remboursement était l'un des principaux problèmes, et même d'accorder de nouveaux crédits. Mais la Yougoslavie ne pouvait bénéficier de ces avantages qu'au prix de l'acceptation des directives monétaristes du FMI. Les recettes classiques préconisées par ce dernier consistaient à libéraliser les prix, tout en maintenant les salaires fixes. Le résultat attendu était une baisse des revenus réels de 20 à 30%, et une réduction du taux d'inflation.

Or, l'inflation ne se réduisit pas et culmina au contraire à 200% en 1988, alors que les salaires restaient toujours bloqués. En 1989, l'inflation atteignit même un taux record de 2000%. La population retrouva très vite un pouvoir d'achat similaire à celui des années 1929, le revenu annuel par habitant passant de 3000 dollars en 1985 à 2400 dollars en 1988, alors que l'industrie ne travaillait plus qu'à 50% de ses capacités. En conséquence, les grèves sauvages et les manifestations violentes se succédèrent à travers tout le pays, exigeant des autorités qu'elles agissent rapidement ou qu'elles démissionnent. La légitimité des communistes, incapables de résoudre la crise économique, va ainsi achever de se disloquer.

Parallèlement à l'aggravation générale de la crise économique, les disparités économiques entre les Républiques augmentent fortement, les Républiques du sud subissant bien plus intensément la crise que celles du Nord.

Non seulement la paralysie du système politique communiste empêchait de trouver des solutions à la crise, mais le système économique mis en place en 1974 ne faisait que l'amplifier. En effet, suite à la Constitution de 1974, la Yougoslavie s'était divisée en huit marchés nationaux autarciques, dirigés par la direction républicaine des différents partis communistes. Chaque appareil productif était atomisé à l'excès, républiques et provinces s'étant dotées de tous les types de production imaginables. Des services fondamentaux, comme la poste ou les chemins de fer, ont été totalement décentralisés.

D'autre part, le système autogestionnaire ne contribua pas non plus à juguler la crise économique, et avant tout l'inflation. En effet, les sociétés autogestionnaires arrêtaient elles-mêmes les salaires et les conditions de travail, sans se préoccuper de considérations macro-économiques.

Pour avoir une infime chance de résorber une crise économique d'une telle ampleur, il aurait fallu mener une politique économique énergique au niveau de la Fédération. Mais les seules décisions de politique économique prises au niveau fédéral ne reflétaient que de laborieux compromis entre républiques. Plutôt que de résorber la crise économique, le système politique va ainsi, très vite, tomber lui aussi en crise.

13. Les conditions politiques

Le système politique yougoslave fonctionnait essentiellement grâce à la superposition de l'autorité charismatique de Tito au-dessus des divers organes fédéraux, fédérés et locaux.

Mais, à la mort de ce dernier en 1980, un certain nombre de facteurs vont altérer le fonctionnement des instances fédérales, les bloquant dans leur mission de coordination et dans leur rôle décisionnel à l'échelle nationale. La paralysie croissante des organes fédéraux va ainsi peu à peu lézarder la fragile unité institutionnelle. On peut distinguer trois centres de pouvoir fédéral, ce qui en soit est déjà un facteur de complexification et de potentielle paralysie, les rapports entre le parti et l'Etat n'étant pas clairement définis

131. La présidence collégiale

La présidence de la République yougoslave est assurée par une direction collégiale, composée de huit membres, élus pour 5 ans et représentant chacun une république ou une province autonome. Un président et un vice-président sont élus pour un an, selon un principe de rotation entre les huit membres de la direction collégiale. Les décisions au sein de la présidence reflètent un consensus indirect entre les républiques et les provinces étant donné que ce sont ces dernières qui nomment leur représentant à la présidence fédérale.

132. Le gouvernement

Le président du Conseil exécutif fédéral (Premier ministre) est élu pour quatre ans par le parlement. Pour adopter une politique économique, le gouvernement fédéral doit obtenir l'accord des instances représentatives des républiques et provinces autonomes, qui ont un droit de veto sur les décisions fédérales. Si un tel accord n'est pas obtenu, le Premier ministre renvoie la question à la direction collégiale chargée alors de proposer des mesures

133. La Ligue des communistes yougoslaves

La LCY était composée des délégations des républiques et provinces autonomes, ce qui en faisait une véritable confédération. En novembre 1967, il fut décidé que les congrès des partis républicains se tiendraient avant les congrès de la LCY, alors que c'était l'inverse jusque-là. Ainsi, les congrès de la LCY ont cessé d'avoir pour fonction de définir la ligne à suivre par les partis républicains, mais sont devenus au contraire la synthèse des positions préétablies par les partis républicains.

La LCY est ainsi frappée d'un important discrédit (tout comme les autres instances fédérales d'ailleurs) et le nombre de ses adhérents va aller decrescendo tout au long des années 80. Quant au prestige de l'armée, issu de la mythification de la lutte de libération nationale, il est lui-même en perte de vitesse, particulièrement auprès des jeunes, qui n'ont pas connu la guerre.

14. Les conditions sociales

Après la victoire de la révolution socialiste, l'appareil du parti communiste se transforme en une nouvelle classe dirigeante. Cette bureaucratie monopolise le pouvoir d'Etat et s'approprie tous les biens par la nationalisation. En s'appropriant tous les moyens de production, la nouvelle classe devient une classe exploiteuse, piétine toute morale et installe sa dictature par la terreur et le contrôle idéologique total.

La nouvelle classe défend avant tout ses privilèges de caste. Elle ne représente donc pas les intérêts du prolétariat, mais ses propres intérêts de classe. Bien qu'il y ait des luttes de pouvoir à l'intérieur du parti, il existe une solidarité de classe face au reste de la population, tout comme la concurrence entre entreprises a comme corollaire une solidarité de classe entre les barons de l'économie de marché. Cela permet d'expliquer pourquoi nombre des membres de la Nomenklatura se sont reconvertis si facilement au nationalisme ou au capitalisme, parfois même aux deux.

Quant à l'appareil d'Etat, qui devait dépérir avec la révolution, il est toujours bien présent, mais subordonné à l'appareil du parti. En fait, c'est bien l'appareil du parti qui est le cœur de cette nouvelle classe, alors que l'Etat, certes omniprésent, est avant tout l'agent administratif docile du parti ou plus exactement du sommet du parti.

Ce qui est particulier au cas yougoslave, c'est que les élites communistes ne se sont pas contentées de se reconvertir à l'économie de marché, comme en URSS par exemple. Elles vont également devenir le principal vecteur du renouveau nationaliste ethnique. Pour comprendre cette particularité, il faut la mettre en relation avec la décentralisation économique et politique. Le phénomène de désintégration du PCY en neuf entités autonomes a joué dans ce processus un rôle déterminant. La tête du parti communiste constituant la Nomenklatura, la séparation du parti en neuf entités distinctes entraîne automatiquement la constitution de neuf Nomenklaturas, qui vont chacune tenter de défendre leurs propres privilèges.

Le communisme a été d'une certaine façon victime de son succès, l'industrialisation ayant été une réussite, mais au prix du développement du pouvoir des Nomenklaturas républicaines. Ces dernières vont alors tout naturellement se replier sur leurs terres, jusqu'à préférer faire sécession et attiser les haines inter-ethniques pour se maintenir au pouvoir. Désillusionné par les échecs du système titiste, nombre d'anciens hommes politiques recherchèrent de nouvelles bases auprès de leur identité culturelle traditionnelle

L'industrialisation de la Yougoslavie a également eu pour effet l'avènement et le développement d'une classe moyenne urbaine, essentiellement composée de petits commerçants (les entreprises privées de plus de 5 personnes étant interdites), très réceptive aux idées nationalistes. Or, les Nomenklaturas républicaines vont préférer s'allier localement avec cette classe montante, plutôt que de rester unies au niveau fédéral, car cela leur permettait de facilement préserver leurs privilèges.

2. Les critiques naissantes du communisme.

La majorité des critiques envers le communisme sont émises par d'anciens ou même actuels dignitaires du régime titiste.

Une fois Tito disparu, il n'existe plus aucune structure, sinon une armée vieillissante, à même de jouer un rôle d'envergure au niveau fédéral. De nombreux jeunes leaders technocratiques des Nomenklaturas locales vont dès lors s'employer à écarter du pouvoir les membres les plus anciens de la hiérarchie communiste, afin de prendre leur place. N'ayant pas connu la guerre des Partisans, ni même parfois le yougoslavisme des années 50, ces nouveaux nomenklaturistes visent avant tout le pouvoir personnel, et s'appuient sur une clientèle locale et ethnique

Quant aux hauts fonctionnaires en poste à Belgrade, ils savaient qu'ils n'auraient pas le temps de s'y fixer. Ils gardaient leur domicile à Zagreb, Sarajevo ou Skopje, y laissaient parfois leur famille, travaillaient cinq jours dans la capitale fédérale et passaient le week-end chez eux.

Dans ces conditions l'attachement à la fédération Yougoslave ne pouvait guère être élevé, et le carriérisme propre à la Nomenklatura ne pouvait que s'exprimer au sein des républiques.

Le mécontentement dû à la crise économique gagne aussi les rangs de la population, qui ne resta pas tout à fait inactive devant le manque de perspectives sociales et la perte massive du pouvoir d'achat. Etant donné l'étroit contrôle idéologique, il ne restait guère que les grèves pour exprimer les revendications, essentiellement économiques des travailleurs. C'est pourquoi, les manifestations populaires n'ont fait qu'augmenter depuis l'année 1986, et les grèves se sont étendues à toutes les républiques et à tous les secteurs de l'économie.

Il convient également d'évoquer rapidement la situation des récepteurs du nationalisme ; le socialisme réel, dans son dessein totalitaire, a créé une société d'où

l'individu est exclu, au profit de l'appartenance au groupe. Or, le nationalisme ethnique procède de cette même logique englobante, où l'individu n'a de signification que par rapport à son identification à un groupe.

3. Le vide idéologique

La logique communiste du parti unique et l'existence d'une efficace police politique, emprisonnant les opposants au régime, eurent pour effet de modeler une société totalitaire, d'où les conflits étaient évincés. Toute idée différente de celles professées par le régime était immédiatement combattue. Durant les années de dictature communiste, aucun mouvement d'opposition, même clandestin, n'est apparu. C'est pourquoi, lorsque le régime communiste commence à se liquéfier, la société yougoslave se trouve confrontée à un grand vide idéologique, en panne de projets de société.

Il était facile, dans ces conditions, pour des leaders politiques désireux de conserver leur place ou de parvenir au pouvoir, de remplir le vacuum ainsi créé par une rhétorique nationaliste. On peut distinguer plusieurs explications complémentaires à cette captation nationaliste au nom de la défense d'une ethnie, au détriment d'autres systèmes de valeurs :

- L'idée fédérale yougoslave était portée par le pouvoir communiste, et le discrédit qui frappe ce dernier contribue largement à discréditer l'idée fédérale et yougoslave elle-même. Le parti avait promis une société d'abondance et d'égalité. Or la crise économique a agi comme un révélateur des dysfonctionnements économiques, politiques et sociaux d'une Yougoslavie qui devait reposer sur le succès économique. La légitimité du régime reposait sur certains mythes, qui ont tous été déçus dans les années 80.

- L'idéologie du nationalisme ethnique est présente de manière latente parmi les intellectuels yougoslaves, depuis le 19^{ème} siècle, ce qui a facilité l'acceptation par beaucoup d'entre eux d'idées qui avaient déjà été formulées par le passé.

Le discours ethnique introduit des considérations culturelles et morales, à un moment où les individus sont désorientés et ont besoin de repères auxquels s'accrocher. Le sentiment de participer à un mouvement de renaissance nationale permet d'insuffler un sentiment de sécurité à une population désemparée. De plus, par son caractère réactionnaire, le nationalisme a l'avantage de se situer aux antipodes de l'idéologie communiste discréditée, ce qui le rend extrêmement attractif.

C'est pourquoi, peu à peu, l'idéologie nationaliste et les aspirations ethniques vont chapeauter toutes les autres considérations, devenant le seul programme politique existant

dans l'espace yougoslave. Le référent ethnique s'est dès lors substitué au référent communiste et à la politique des nations et nationalités qui l'accompagnait.

4. Les conditions internationales

Il convient également de s'interroger sur les conditions externes à la Yougoslavie, qui ont favorisé la chute du système communiste et l'avènement du nationalisme.

4.1. Le dégel et la fin de la guerre froide

Suite à la rupture entre Tito et Staline, la Yougoslavie, bien que communiste, présentait un intérêt géostratégique important pour l'Occident, intérêt dû à la virulence de la guerre froide.

Survint ensuite, dans les années 50, la réconciliation entre Tito et Khrouchtchev, sans que pour autant le pays ne retombe dans l'orbite soviétique. La Yougoslavie devint ainsi un enjeu entre les deux superpuissances qui, faisant de la surenchère dans les avantages qu'elles accordaient à la Yougoslavie, permirent au régime titiste de se consolider. Dans ces conditions, la Yougoslavie avait tout à perdre de la disparition de la bipolarité et de l'émergence d'autres pôles de puissance, comme le Japon, la Chine ou l'UE, sur la scène mondiale.

Dès que les intentions de Gorbatchev commencèrent à se préciser, au milieu des années 80, la Yougoslavie perdit son rôle stratégique, l'armée rouge ne risquant plus d'y faire passer ses troupes.

Conséquence de ce changement fondamental, les banques américaines, qui avaient précédemment accordé des crédits gigantesques à la Yougoslavie, se montrèrent très réticentes à l'idée d'octroyer de nouveaux prêts. Les administrations Reagan et Bush se contentèrent de soutiens verbaux et de vagues promesses, alors que la France et la RFA réduisirent considérablement leur aide. On remarque en fait que l'aide au régime communiste yougoslave est la plus faible, lorsque la crise économique bat son plein, c'est-à-dire au moment où elle en a le plus besoin.

Si l'Occident semble se désintéresser de la Yougoslavie communiste, il n'est guère plus intéressé par une Yougoslavie libérale. Lorsque Ante Markovic vient demander de l'aide à Washington, en octobre 1989, pour son projet de libéralisation de l'économie yougoslave, qui est lié à la dernière tentative de maintien d'une Yougoslavie unifiée, les Américains n'accordent qu'une aide économique symbolique. Quand le même Ante Markovic frappe à la porte de la CE, en vue d'une intégration de la Yougoslavie à cette dernière, Bruxelles ne

rentre même pas en matière, ne formulant que de vagues promesses d'aide économique, promesses qui ne seront jamais tenues. L'Occident contribue ainsi à détruire la légitimité de la dernière alternative aux nationalismes.

De son côté, l'URSS gorbatchévien a également cessé d'avoir des complaisances à l'égard de la Yougoslavie, qu'elle traite désormais comme un partenaire commercial égal aux autres. C'est ainsi que la Yougoslavie pays importateur de pétrole, déjà fortement touché par les crises de 74 et 79, dut se résoudre à payer le pétrole soviétique au prix fort.

Finalement, l'effondrement d'un des deux camps protagonistes de la guerre froide provoque une crise du mouvement des non-alignés, dans lequel la Yougoslavie était très influente, en tant que membre fondateur, et dans lequel le régime puisait une grande partie de sa légitimité.

42. La réunification allemande

La réunification allemande, qui suivit la disparition des régimes communistes en Europe de l'Est, eut deux incidences sur les politiques menées en Yougoslavie.

- Premièrement, elle représentait un modèle de modification de frontières étatiques au nom d'une nation ethnique, donnant l'impression aux dirigeants nationalistes yougoslaves que l'heure était à la réalisation d'Etats ethniquement purs, après 40 années de règne du dogme de l'intangibilité des frontières en Europe
- Deuxièmement, l'Allemagne retrouve la possibilité d'investir dans son ancien champ d'influence, possibilité dont elle ne se prive pas, notamment dans les pays de l'Est disposant d'une infrastructure économique intéressante

L'Allemagne investit également massivement dans ces deux républiques, situation qui rappelle que l'Allemagne était déjà, au début du vingtième siècle, le principal investisseur en Croatie, devant l'Autriche et devant la Hongrie, auxquelles la Croatie était pourtant politiquement subordonnée. Les républiques du nord de la Yougoslavie se retrouvent ainsi englobées dans une aire d'influence centre européenne dominée par l'Allemagne, zone qui représente une conception géopolitique fondamentalement opposée à l'idée Yougoslave.

III. Le renouveau nationaliste serbe et croate

C'est à Zagreb et à Belgrade que se fait et se défait la Yougoslavie. C'est pour cette raison que l'étude des nationalismes serbes et croates est la plus significative, eux qui ont remplacé la Yougoslavie communiste, dont les rangs dirigeants étaient tout aussi majoritairement composés de Serbes et de Croates, mais dans un dessein d'union et non de séparation.

Dans un premier temps survient le passage du moment communiste au moment nationaliste, celle de la transition de la Yougoslavie au conflit serbo-croate, celle du passage d'un système totalitaire basé sur l'idéal socialiste à un système tout aussi totalitaire, mais basé cette fois-ci sur l'identité ethnique.

L'histoire de cette transition, qui puise sa source dans le régime communiste Yougoslave lui-même, commence en Serbie au milieu des années 80.

1. Le cas Serbe

11. Genèse et développement du renouveau nationaliste serbe

111. Genèse du nationalisme Serbe.

C'est autour de la question du Kosovo que s'opère le réveil du nationalisme serbe. Cette province de la République de Serbie avait obtenu, avec la Constitution de 1974, un statut quasi égal à celui des républiques, notamment un droit de veto sur toutes les décisions de la République serbe la concernant. La disparition de Tito, l'instigateur de ce compromis hybride et insatisfaisant, aussi bien pour les 90% d'Albanais peuplant le Kosovo, que pour la République de Serbie et les 10% de Serbes peuplant la Province autonome, donnait l'occasion aux deux parties de remettre en cause cette autonomie. Pour les uns, il s'agit de faire accéder le Kosovo au rang de 7ème République de la Fédération Yougoslave, pour les autres, de supprimer l'autonomie de la Province.

Initialement, le regain du nationalisme serbe s'exprime par une campagne de pétitions de nationalistes serbes du Kosovo, qui s'attaquent au leadership kosovar, pourtant devenu très docile suite aux purges qui ont répondu aux émeutes de 1981. Des délégations de Serbes du Kosovo sont envoyées au parlement fédéral à Belgrade, pour protester contre les violences dont ils seraient les victimes, et réclamer des mesures d'urgence pour que l'exode forcé des Serbes du Kosovo soit évité.

Quelques mois après la visite des Serbes kosovars, une des pétitions, intitulée « protiv gonjenja Srba na Kosovu » (contre la persécution des Serbes au Kosovo), est reprise par l'association des écrivains serbes, et signée par 212 intellectuels. On peut considérer ce document comme le premier texte nationaliste serbe des années 80-81. Parmi les signataires, on retrouve une délégation de l'intelligentsia de Belgrade et des classes moyennes, des prêtres orthodoxes, des officiers à la retraite, ainsi que des membres des assemblées nationales serbes et yougoslaves. Ce sont là des couches sociales qui forment en général l'avant-garde des entrepreneurs nationalistes. Cette pétition accuse les autorités de cautionner le génocide contre les Serbes du Kosovo, ce qui constitue pour l'époque un acte de quasi-rébellion envers le parti communiste.

112. Le développement du nationalisme : le rôle de Milosevic.

C'est en janvier 1986 que Milosevic, apparatchik qui s'était mis en évidence au début des années 80 en persécutant les dissidents intellectuels, ainsi que toutes les manifestations de nationalisme serbe, parvient à la présidence du parti communiste serbe. Dès le début de l'année suivante, il se solidarise avec les mouvements serbes du Kosovo, en leur garantissant que leurs revendications seront prises en charge. En fait, il va véritablement s'approprier les thèmes nationalistes, et en profiter pour passer du stade de fonctionnaire d'un régime qui commence à être sérieusement discrédité, à celui de guide suprême de la Serbie, et principal porte-parole du nationalisme serbe en plein développement

En avril 1987, il se rend à un meeting populaire de Serbes du Kosovo, organisé à Kosovo Polje, et prend personnellement la défense des manifestants, face à la police kosovare qui veut les disperser, en criant: « Personne ne battra ce peuple ». Cette action d'éclat médiatique fit instantanément de lui un héros national et sa popularité grandit dès lors rapidement

Il va alors exploiter les mécontentements de la population et raviver les sentiments nationalistes. Pour ce faire, il va abondamment utiliser la presse, afin de développer un véritable climat d'hystérie.

Profitant du scandale financier Agrokomerc, qui éclaboussa entre autres le président serbe Stambolic, dernière barrière avant le pouvoir suprême, Milosevic obtint la démission de ce dernier lors d'un plénum du parti tenu en septembre 1987, et entreprit immédiatement des purges au sein du parti

A la fin de 1988, il lui restait toutefois encore à mettre sous sa coupe la Province du Kosovo. En février 1989, il faisait voter un changement constitutionnel qui enlevait aux provinces l'autorité de légiférer et établissait la Cour suprême de Serbie comme juridiction suprême des deux provinces.

Pour bien marquer, en quelque sorte, cette reprise en main de la province par le pouvoir serbe de Belgrade, une monstrueuse manifestation est organisée dans la capitale, le 28 juin 1989, pour fêter le 600ème anniversaire de la bataille de Kosovo. Cette célébration draina plus d'un million de personnes, et fut placée sous la présidence officielle de Milosevic, qui renforça encore son pouvoir à cette occasion.

En juillet 1990, malgré de nombreuses manifestations albanaises au Kosovo, la Serbie adoptait une nouvelle constitution, qui abrogeait définitivement l'autonomie des deux provinces. Le parlement et le gouvernement de la province furent dissous, les médias albanais interdits et le Kosovo placé sous un régime d'occupation militaire serbe.

Bien que la mobilisation ethnique de Milosevic fut tout d'abord focalisée sur le Kosovo, et sur la « réunification » de la Serbie, elle concerna graduellement la question serbe dans toute la Yougoslavie, et l'on parla bientôt de réunification de tous les Serbes, et non seulement de la Serbie.

Milosevic, incapable de résorber la crise économique, qui ne faisait que s'amplifier, joua alors résolument la carte nationaliste pour continuer d'apparaître comme le guide suprême du peuple serbe.

Le Président serbe peut donc être identifié comme le principal entrepreneur nationaliste serbe, celui qui a su utiliser le discours nationaliste et le propager à l'ensemble d'une société, pour parvenir, puis se maintenir au pouvoir. Mais bien entendu, Milosevic n'est pas seul. Autour de lui se sont coalisés nombre d'apparatchiks du parti, de l'armée, de l'administration ou de la police, qui ont compris qu'ils défendraient mieux leur position sociale en embrassant le nationalisme.

Les arguments du pouvoir rejoignaient également ceux de l'église orthodoxe serbe, ce qui empêchait définitivement l'opposition serbe, elle-même nationaliste, de surenchérir.

Milosevic phagocyte tous les mouvements susceptibles de lui faire de l'ombre, en reprenant leurs arguments, ce qui les court-circuite politiquement. Milosevic va ainsi laisser ses opposants parler librement, contrairement à la pratique communiste en vigueur jusque-là. Il avait découvert que de laisser la propagande nationaliste se développer n'était pas un

danger pour lui, et lui permettait au contraire de manipuler les masses, en apparaissant comme le grand chef d'orchestre du peuple serbe.

Le renouveau nationaliste serbe, qui allait conduire à la guerre, est donc le résultat d'un processus politique, se déroulant entre élites s'affrontant pour accéder au pouvoir, alors que la grande majorité de la population est réduite au rôle de réceptrice de la propagande nationaliste, à laquelle elle adhère d'autant plus volontiers qu'elle espère en une voie qui lui permettra de sortir d'une situation économique et sociale désastreuse.

12. Le contenu du discours nationaliste serbe.

Le point de départ de cette analyse est le Mémorandum SANU de 1986. Publié par des voies illégales et plutôt mal accueilli par les autorités communiste, qui l'interdiront, ce document va servir de véritable détonateur au nationalisme serbe, bien qu'il fut élaboré par des académiciens avec une prétention scientifique.

Les idées qu'il contient vont très vite influencer la vie politique serbe, comme en atteste le phénomène Milosevic. On retrouve la même logique de création d'une conscience nationale, et par conséquent, autant les débats intellectuels, que les programmes politiques, participent de la logique nationaliste.

Avant d'étudier ce Mémorandum, il est cependant intéressant de se pencher sur un autre texte plus ancien mais qui a eu pour les nationalistes un impact certain.

121. Le plan de Garasanin.

1211. L'auteur

Ilija Garasanin, ministre de l'Intérieur de la principauté de Serbie de 1844 à 1852, a remis au prince Alexandre Karadjor Djević un texte capital passé à la postérité politique et étatique serbe. Ce document, rédigé en 1844, est resté longtemps confidentiel, puisqu'il semble avoir été publié pour la première fois à Belgrade en 1906. Il n'a rien perdu de son intérêt, à en juger par les événements qui ont aujourd'hui pour cadre l'ex-Yougoslavie, et qui ont ensanglanté et ravagé la Croatie, puis la Bosnie-Herzégovine.

C'est le prince Milo, qui, en 1837, en fit un douanier. Lorsqu'une armée régulière fut constituée, qui faisait surtout office de garde personnelle du prince, celui-ci le nomma à la tête de ce corps avec le grade de colonel. Lorsque Milo dut quitter la Serbie, Garasanin abandonna le service de l'État, pour se consacrer au commerce. Il réapparut dans la vie publique et sur la scène politique à un moment délicat de l'histoire serbe (le renversement de la dynastie des Obrenović).

La Serbie était progressivement devenue autonome dans le cadre de l'Empire Turc. En étendant son territoire dans la première moitié du XIX^e siècle, la petite principauté constituait un point de départ propice à la poursuite de la lutte de libération. Mais derrière l'idée d'indépendance serbe, se profilaient aussi les visées expansionnistes et les linéaments de la politique grand serbe.

1212.Le programme du Plan

A cet égard, le Plan de Garasanin, se présente à la fois comme un programme d'action politique, de rassemblement ethnique, d'affirmation diplomatique et d'expansion territoriale, en vue de ressusciter l'empire serbe médiéval au service d'une Grande Serbie et d'un rassemblement sud slave.

L'idée et les visées grand serbes sont antérieures au Plan de Garasanin. Bien d'autres avant lui travaillaient à leur propagation. Il y avait déjà un programme non écrit ou non codifié de la politique expansionniste. Encore fallait-il la systématiser et l'adapter aux circonstances: le choc des grandes puissances, les sphères d'influence, la décomposition de l'Empire turc.

Contrairement à ce que certains ont pu y voir, le Plan de Garasanin n'est pas un programme «yougoslave» à proprement parler. Au yougoslavisme, il substitue le serbisme. Garasanin ne parle que des « peuples serbes » et de la formation d'un « grand État serbe », sans qu'il soit à aucun moment question des peuples yougoslaves. De là découlent le contenu, les objectifs et les modalités de la propagande que déversera Belgrade sur les chancelleries, dans la presse, dans les milieux scientifiques.

1213.La portée du Plan.

Le texte de Garasanin est une illustration exemplaire de la conception serbe du traitement de la question yougoslave, et pratiquement le premier scénario des guerres à venir. Il établit formellement le lien entre les conflits futurs et l'empire serbe médiéval : non seulement dans les limites qui furent les siennes, mais dans les frontières qui eussent pu être les siennes, si cet empire ne s'était pas écroulé bien avant l'invasion ottomane et près d'un quart de siècle avant la bataille du Kosovo qui est présentée néanmoins par Garasanin comme l'obstacle fatal à la reconstitution de l'empire romain d'Orient sous direction serbe. C'est pourquoi cette bataille tient tant de place dans la mythologie, l'histoire et la psychologie serbes.

Les thèmes sur lesquels joue Garasanin sont ceux de la grandeur serbe médiévale, de la revanche à prendre sur la défaite de Kosovo, de la reconstitution de l'Empire byzantin par

la Serbie, de la vengeance à tirer de l'invasion ottomane, de l'appropriation de l'héritage turc. Voilà pourquoi le Plan de Garasanin ne préconise pas une politique nationale propre à l'ensemble des peuples sud-slaves, mais une politique d'expansion particulière de l'État serbe, ce qui est tout autre chose que l'idée yougoslave conçue comme une communauté de peuples différents et égaux.

Le Plan de Garasanin manifeste un intérêt tout particulier pour la Bosnie et l'Herzégovine, le Monténégro, l'Albanie du Nord. La sortie sur la mer et la conquête d'un littoral, devenues quasi obsessionnelles, sont présentées comme des impératifs vitaux, quitte à s'opposer (en les incluant, en les serbisant ou autrement) aux populations autochtones.

Le but ultime de Garasanin et de ceux qui mettent son projet en œuvre n'est plus la libération, car il s'agit par le biais des populations serbes ou serbisées, sans considération pour leur nombre d'accaparer toutes les régions présentant un intérêt pour la Serbie. L'aspiration à un État serbe fort et étendu implique évidemment l'inclusion de populations non slaves (albanaises et grecques), et postule la négation de l'existence distincte et de proche en proche la contestation du droit à l'existence des nations sud slaves non serbes voisines.

1214. Le Plan et ses conséquences.

Quel est le lien avec le «nettoyage» ethnique ? Pourquoi la «purification» ? L'histoire le dit et le montre : pour mieux souder les territoires annexés, pour obtenir un ensemble serbe le plus homogène possible. La jeune principauté serbe a vite préconisé et pratiqué le nettoyage ethnique, poursuivant une politique à la fois de libération et d'expansion, mais aussi d'intégration et d'homogénéisation, en invoquant tant les traditions et l'histoire que les mythes et légendes qui ont servi à façonner la mentalité et l'État serbes.

L'outil et le prétexte sont déjà trouvés : les populations serbes expatriées ou serbisées vivant dans les pays convoités, quels que soient leur lien (racial, politique, linguistique, culturel ou religieux) avec la Serbie, leur nombre et l'ancienneté de leur présence sur les territoires limitrophes.

Si l'on considère la date et le contenu du plan de Garasanin ainsi que les événements survenus depuis (en 1878, en 1912-1913, de 1914 à 1918, après 1919, en 1941, en 1991), alors ce texte apparaît véritablement prémonitoire et comme un maillon essentiel de la politique consistant à prôner la Grande Serbie.

122. Le Mémorandum SANU.

Le Mémorandum part d'une situation bien réelle, à savoir la crise économique que traverse la Yougoslavie. Mais le coupable désigné est le projet yougoslave lui-même, qui n'a pas abouti et qui n'a fait qu'engendrer une crise morale et sociale.

Le Mémorandum n'attaque pas l'idée Yougoslave en tant que telle, mais plutôt la Yougoslavie communiste. Le texte vise en effet très clairement à détruire la légitimité du régime en place, pour y substituer le référent nationaliste serbe.

Pour les auteurs du Mémorandum, les communistes auraient mené une politique systématiquement anti-serbe, en fait, les Serbes étaient tout à fait correctement représentés dans les instances du parti, notamment dans l'armée.

Ce qui est intéressant c'est de remarquer que du côté des nationalistes croates, on tient exactement le même discours. Le régime « serbo-communiste » aurait été foncièrement anti-croate, comme en témoigne le fait que la capitale était Belgrade et que les Serbes étaient majoritaires dans l'armée. On remarque, avec la duplicité de ces discours, que le but des entrepreneurs nationalistes est avant tout de délégitimer le futur ancien régime, pour pouvoir mieux y greffer l'idéologie nationaliste, qu'elle soit serbe ou Croate.

Le second grand thème développé dans le Mémorandum, dans le sillage de la critique du régime communiste, est l'argument selon lequel la Serbie n'aurait pas d'Etat propre.

Cette situation a notamment pour effet, aux yeux des signataires du Mémorandum, de permettre aux autres républiques de s'immiscer dans les affaires intérieures serbes, et ainsi de maintenir leur domination sur elle. Derrière le discours appelant à la mainmise de Belgrade sur les deux provinces autonomes se cache, en fait, une logique qui érige la nation serbe en Etat, en niant la réalité de la nation yougoslave définie par la citoyenneté.

Cela implique que, lorsque Milosevic reprendra ce thème, son action ne visera pas seulement à reprendre leur quasi-souveraineté aux provinces autonomes, mais surtout à donner une dimension étatique implicite à la nation serbe. Or, si la Yougoslavie pouvait exister malgré sa fragmentation culturelle, son existence est menacée dès le jour où cette fragmentation s'exprime au plan politique. L'érection de la nation serbe en termes étatiques perturbe l'équilibre déjà fragilisé de la Yougoslavie, et ouvre la voie à la désintégration de la Fédération et aux affrontements entre les différentes légitimités nationales en train de s'établir.

13. Le poids de l'histoire.

Les nationalistes serbes attachent une telle importance à la plaine du Kosovo car c'est là qu'aurait disparu l'Empire serbe, vaincu par les armées ottomanes. On peut s'étonner qu'une cuisante défaite militaire puisse constituer le cœur d'une rhétorique de type nationaliste. Mais les nationalistes serbes interprètent la défaite temporelle du Kosovo comme la base spirituelle de la nation serbe. La revanche de 1389 et la restauration de l'Etat serbe deviendront des composantes élémentaires de tout programme nationaliste serbe.

La construction nationale est opérée ici par référence à un passé, plus ou moins imaginaire. C'est à travers l'histoire, à travers une réévaluation du passé, que l'identité politique serbe est créée et régénérée à la fin des années 80 par les académiciens serbes.

Cette argumentation nationaliste, à prétention intellectuelle va progressivement se répandre dans la population, et surtout envahir la scène politique serbe, par l'intermédiaire de Slobodan Milosevic. Dans son style populiste, ce dernier va promettre, en novembre 1988, de gagner la bataille pour le Kosovo et justifiera dans ses écrits sa politique, en expliquant qu'il fallait « éviter la mort de la Serbie »

Si la question du Kosovo permet de construire intellectuellement une nation serbe élective basée sur son passé supposé, elle sert aussi, et surtout, à répandre un climat d'hystérie collective dans une population rendue émotive par les privations.

Les nationalistes serbes, et plus particulièrement Dobrica Cosic, ont répandu l'idée selon laquelle le peuple serbe est une continuelle victime de l'histoire, et qu'il a notamment plus souffert que les autres peuples balkaniques lors des deux dernières guerres mondiales

Lorsque le Mémorandum prétend que: « Le peuple serbe a dû subir des épreuves trop dures, pour qu'elles ne laissent pas de traces dans son esprit » c'est la question de la transmission de la mémoire qui est essentielle. Ce sont les épreuves des ancêtres qui justifient les actes du présent.

14. Le renouveau de l'identité religieuse.

Sur le plan de la propagande politique et des sentiments populaires par contre, le renouveau de l'identité religieuse a connu un essor important. Au niveau populaire, il s'agissait de redéfinir une appartenance idéologique et philosophique après l'effondrement du dogme du matérialisme historique. Au niveau politique, il s'agissait de favoriser le renouveau religieux, en le dirigeant contre les autres religions yougoslaves, et plus particulièrement contre le catholicisme. La propagande nationaliste va très vite, dans le sillage de Milosevic,

se déchaîner contre l'église catholique et surtout le Vatican, présenté comme l'ennemi de la slavité et de l'orthodoxie. Les nationalistes serbes définissent leur peuple comme le dernier rempart du monde slave et de l'orthodoxie, face au complot vaticano-islamiste.

Ce renforcement de l'identité serbe par l'argument religieux est surtout un moyen de se démarquer du voisin croate, qui parle la même langue, est citoyen du même Etat, mais est de religion différente.

15. L'anti-croatisme.

L'anti-croatisme des nationalistes serbes se déchaîne avant même l'arrivée au pouvoir des nationalistes croates à Zagreb. On rappelle alors avec insistance le génocide Ustasi de 1941, que la Croatie est soupçonnée vouloir répéter.

L'incessant rappel du génocide entraîne de grandes simplifications et généralisations pour lesquelles le phénomène Ustasi n'est pas le produit du fascisme européen, mais une tendance croate perpétuelle. Le peuple croate serait ainsi génocidaire par nature, et tous les Croates seraient inévitablement et toujours des Ustasis.

L'histoire serbe, à en croire ses concepteurs nationalistes, n'est faite que de guerres et de massacres. Un tel rappel continuel à une population qui dans sa majorité n'a pas connu la guerre, ne peut entraîner qu'une « culture de la peur », savamment entretenue par Slobodan Milosevic. La guerre, qui se déclare en 1991, n'est que le stade ultime de la condition de peur dans laquelle le peuple serbe est entretenu par ses dirigeants.

Cette psychose est entretenue par l'idée que les Serbes sont entourés d'ennemis, et sont donc en danger d'extinction, et pas seulement en Croatie ou au Kosovo. Ce qui est en jeu, ce serait l'existence du peuple serbe tout entier. Les Serbes auraient été écrasés par le communisme, par l'islam, le catholicisme, les Croates, les Albanais et les autres peuples; de vastes complots internationaux dirigés par l'Allemagne n'auraient d'autres buts que leur destruction

2. Genèse et développement du renouveau nationaliste croate

21. Naissance .

En Croatie, et contrairement à la Serbie, ce ne sont pas, à première vue, les communistes qui s'emparèrent du pouvoir en utilisant une rhétorique nationaliste. C'est en effet à la faveur d'élections pluripartites que se profila au pouvoir un parti nationaliste, le

HDZ (Communauté démocratique croate), qui opéra, du moins dans son discours, une rupture fondamentale avec le communisme.

211. Genèse.

Suite à la répression du Printemps croate de 1971, le personnel politique croate a été sélectionné et mis en place afin d'être docile aux orientations du régime, et surtout d'éviter toute résurgence de nationalisme croate. Et de fait, dans l'effervescence de la fin de ces années 80, qui touche principalement la Serbie et la Slovénie (qui désire quitter la Fédération pour des raisons essentiellement économiques), le parti communiste croate reste silencieux.

Ce n'est que le 12 décembre 1989, sous la pression des événements qui ont secoué l'Europe de l'est en novembre, que la ligue des communistes croates répudie le principe du parti unique, propose l'organisation d'élections multipartites et nomme le libéral Ivica Racan à sa tête

Cette décision allait de pair avec un début d'activisme nationaliste dans les rangs du parti croate, qui suivait en cela les orientations dominantes d'une intelligentsia de plus en plus nationaliste. Mais cela ne sera pas suffisant pour que les communistes remportent les élections d'avril 1990. En fait la grande erreur des communistes aura été de ne pas être assez nationalistes pour pouvoir l'emporter.

Ce rôle, un autre parti, avec un autre leader, allait pouvoir le tenir. En annonçant en décembre 1989 des élections pour avril 1990, le parti pensait pouvoir empêcher la mise sur pied de partis à même de le concurrencer. Mais un parti fonctionnait déjà dans l'illégalité depuis une année, durant laquelle il avait tissé un étroit réseau dans l'ensemble des villes de Croatie. En outre, ce parti pouvait compter sur un soutien financier sans retenue, provenant de l'importante communauté croate exilée hors de Yougoslavie, et majoritairement anti-communiste.

212. Le rôle de Tudjman.

Ce parti, c'est le HDZ, avec comme leader Franjo Tudjman. Le HDZ et son leader axèrent directement leur campagne sur les grands thèmes nationalistes, et attaquèrent surtout le régime communiste, discrédité aux yeux d'une population victime, comme en Serbie, de la crise économique et sociale. Le projet proposé par le HDZ était alors de réorganiser la Yougoslavie en une confédération d'Etats souverains, mais la violence nationaliste des propos tenus par leur leader laissait mal augurer d'une forme d'entente future entre les peuples yougoslaves.

Tudjman parlait en effet de « Grande Croatie », et de ses frontières naturelles, englobant la Bosnie-Herzégovine, et insistait sur la nécessité de redéfinir les territoires des différentes républiques en cas d'organisation confédérale de la Yougoslavie. Alors que Milosevic avait allumé les feux du nationalisme ethnique, son homologue croate lui emboîtait le pas, en jetant de l'huile sur lesdits feux.

Une tentative d'assassinat organisée contre Tudjman, lors d'un meeting à Benkovac le 18 mars 1990 échoua et eut pour conséquence de raviver le nationalisme croate et d'augmenter considérablement la popularité de Tudjman.

Les élections d'avril 1990 permirent au HDZ d'accéder au pouvoir en Croatie. Pourtant, la victoire ne fut pas totale, puisque la Communauté démocratique croate n'obtint que 42% des voix. Mais, avec ces 42% le HDZ obtint 58% des sièges du parlement croate tricaméral, et surtout 67,5% dans la chambre basse, qui détient le plus grand pouvoir législatif, dans ses attributions figurant notamment celle d'élire le Président de la République.

Franjo Tudjman n'est donc pas un président élu au suffrage universel, contrairement à Milosevic à la fin de l'année 1990, ce qui ne l'empêche pas de devenir le leader incontesté de la Croatie après 1990, et d'installer progressivement sa dictature personnelle, tout comme son homologue serbe.

On constate que non seulement le chef du HDZ est un ancien communiste, mais que tous les leaders croates de ce début des années 90 ont passé par les rangs du parti, et que tous ont participé au mouvement de 1971. Les communistes croates se sont en fait reconvertis au nationalisme avant les dirigeants serbes, mais à un moment où les conditions pour la réussite de leur projet n'étaient pas encore réunies. Ce n'est qu'à la faveur du chaos qui secoue la fin de règne du pouvoir communiste, qu'ils peuvent enfin mettre en place leur programme particulariste.

Peut-on alors affirmer que les événements qui ont lieu en Croatie en 1990 sont de nature démocratique ? Si tous les nouveaux partis n'étaient pas explicitement nationalistes, ils étaient souvent anti-fédéralistes et surtout, ne concernaient qu'une seule entité ethnique. Il n'y a donc pas de véritable débat sur la question nationale.

Alors que la libération nationale devait être le premier pas vers la démocratisation, il apparaît très vite que le nationalisme va au contraire empêcher l'apparition d'un véritable pluralisme politique. L'idée de démocratie s'est confondue avec celle du séparatisme

national, et les nationalistes croates ne se sont pas tant battus pour la démocratie que pour leur projet nationaliste.

22. Le contenu du discours nationaliste croate

Contrairement à la Serbie, où Milosevic n'a fait que s'octroyer des théories formulées par d'autres, c'est Franjo Tudjman lui-même qui développe les thèses nationalistes croates, et ce bien avant qu'il ne parvienne au pouvoir.

Ancien partisan, puis général communiste, il fut incarcéré à plusieurs reprises durant le règne de Tito, notamment après le Printemps croate. Il fut également emprisonné en 1981, suite à la publication de « Nationalism in Contemporary Europe », ouvrage qui se veut une analyse historique des différents mouvements nationaux européens (il y a même un chapitre consacré à la question jurassienne). Mais la plus grande partie de son livre est consacrée à une analyse de la situation de la nation croate, et à une réinterprétation de son passé. Tous les thèmes qu'il développe dans ce chapitre seront ensuite repris dans un ouvrage publié durant la campagne électorale de 1990, « La confusion sur la vérité historique », qui est exclusivement consacré à la réinterprétation de la place de la nation croate en Yougoslavie, comme le Mémorandum l'avait fait précédemment pour la Serbie.

S'il y a des différences entre l'arrivée au pouvoir des nationalistes en Serbie et en Croatie, le contenu du discours est sensiblement le même, à quelques nuances près. Le yougoslavisme est également dénoncé comme anti-croate par essence. Franjo Tudjman pense qu'on ne peut absolument pas parler de « culture » ni de « peuple » yougoslave, car toutes les tentatives pour lui donner corps se sont révélées infructueuses et contraires aux intérêts vitaux des peuples non serbes.

22.1. Les conditions économiques.

Tout comme le Mémorandum s'était attaqué à l'ancien régime, le HDZ et son leader critiquent véhémentement le système communiste et dénoncent son orientation supposée pro-serbe et anti-croate. Pour Franjo Tudjman on a voulu écraser la Croatie au nom de sa culpabilité dans les massacres des Ustasis, en exagérant le nombre d'assassinats qu'ils ont commis, ce qui relève d'une pure propagande Cetnik. Alors que le régime communiste, dominé par les représentants serbes et croates, aurait déjà mené une politique revancharde contre les Serbes, il aurait également négligé, subordonné et persécuté la nation croate, par un système hégémonique centralisateur, mais cette politique anti-croate ne pouvait être pour Tudjman que le produit d'une Fédération bolchevique soumise à la domination politique et militaire serbe.

D'un point de vue économique tout d'abord, la nation croate aurait été défavorisée, ne pouvant profiter de ses recettes. Cet argument du Printemps croate refait ainsi surface à un moment où la crise économique touche la Yougoslavie dans son ensemble, et obtient une large audience auprès des personnes défavorisées.

Politiquement ensuite, le peuple croate aurait été défavorisé, les Serbes ayant la prédominance dans les instances fédérales et dans l'armée, mais également en Croatie même. Pour Tudjman, les Serbes ont toujours été sur représentés dans les instances dirigeantes de la Croatie, ce qui signifie à ses yeux que la Croatie ne s'auto-gouverne pas. Il introduit ainsi l'idée que les Serbes de Croatie ne sont pas une composante de la Croatie, idée qui se traduira plus tard au plan constitutionnel.

222. Le poids de l'histoire.

Comme les nationalistes serbes, c'est à l'histoire que se réfère Franjo Tudjman pour déterminer sa nation. Pour le leader du HDZ, le peuple croate est un des plus anciens peuples d'Europe. La nation croate aurait ainsi conservé son identité intrinsèque depuis le Moyen Age, soit depuis la disparition d'un royaume médiéval qui porta le nom de Croatie du dixième au début du douzième siècle, et qui serait le berceau de la nation croate.

La référence au royaume médiéval ne permet d'ailleurs pas seulement de légitimer l'existence même de la nation croate, mais également les aspirations de ses entrepreneurs. Comme la référence à la bataille du Kosovo permet de construire la nation serbe et de justifier la mainmise de Belgrade sur ce territoire, la référence historique croate permet de légitimer les aspirations du nouveau pouvoir de Zagreb. Le royaume de Tomislav, 1er monarque croate, recouvrait en effet, outre la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et une partie de la Vojvodine actuelle.

Les vues du HDZ sur la Bosnie-Herzégovine sont d'ailleurs plus ou moins explicitement formulées. Au plan théorique encore, Tudjman et le leader croate du HDZ bosniaque, Davor Perinovic, répandent l'idée selon laquelle les Musulmans de Bosnie ne seraient rien d'autre que des Croates islamisés, théorie qui justifie le lien ethnique entre les deux régions, au mépris de l'existence des populations serbes sur ce territoire. Le lien est d'ailleurs également opéré au plan institutionnel, puisque le HDZ bosniaque a son siège à Zagreb, ce qui confirme la mainmise totale du parti croate sur sa filiale bosniaque.

L'histoire des nationalistes croates ne se limite pas uniquement à la référence moyenâgeuse. Comme les nationalistes serbes, ils ont élaboré une histoire où toutes les

défaites sont victoires, et où les pires criminels deviennent des héros nationaux. Le régime Ustasi devient ainsi, dans la bouche de Franjo Tudjman, l'expression des aspirations historiques de la nation croate pour son Etat indépendant alors que dans le même temps il proclame, comme le font les académiciens serbes pour la Serbie, que: « La Croatie a payé le plus lourd tribut humain pour la libération de la Yougoslavie ».

Mais l'histoire reste une donnée abstraite, alors qu'un autre critère est déterminant pour se différencier des Serbes, à savoir le critère religieux. La religion est en effet la seule source de différenciation « objective » entre les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes, et le critère religieux est souvent utilisé pour définir qui est croate ou serbe, au-delà de toutes les théories sur le passé national, qui ne permettent pas d'identifier les individus. L'histoire des nationalistes serbes et croates se confond d'ailleurs en partie avec celle de l'orthodoxie et du catholicisme dans les Balkans, qui n'ont pas été pour rien dans l'édification de deux identités séparées.

C'est pourquoi le HDZ fut soutenu par le bas clergé durant sa campagne nationaliste de 1990. En récompense, l'église occupa très vite une position dominante en Croatie, et l'instruction religieuse a été introduite à l'école.

223. Le rôle de la langue dans le discours nationaliste.

Le HDZ va introduire une dimension supplémentaire, pour tenter de marquer encore plus une différence entre la nation Croate et la nation serbe.

Les mouvements nationaux du dix-neuvième siècle dans les Balkans avaient principalement utilisé le critère linguistique pour construire et définir la nation en devenir. Ainsi, en 1850 à Vienne, les écrivains serbes et Croates les plus réputés entérinent la naissance d'une langue serbo-croate unique. Sur la base de cet accord, nombre de mouvements militèrent pour l'instauration d'une unité politique croate, d'où le souci des nationalistes croates de dénoncer cet accord. Le pouvoir communiste avait également favorisé l'unité linguistique serbo-croate, entérinée par l'accord de Novi Sad de 1954.

Dans la lignée des revendications du Printemps croate, le HDZ, une fois parvenu au pouvoir, va tout entreprendre pour modifier la langue serbo-croate, afin de lui donner une spécificité croate. C'est ainsi que le nouveau pouvoir va procéder à une « Croatisation » de la langue parlée en Croatie. La particularité de cette croatisation sera d'être anti-démocratique, et même violemment coercitive.

Cette introduction a posteriori du référent linguistique est propre au nationalisme Croate du HDZ. En Serbie, il fut également question de spécificités culturelles serbes, et l'utilisation massive de l'écriture cyrillique (les Croates utilisant l'alphabet latin) fut réintroduite. Il n'y eut cependant pas création d'une spécificité linguistique totalement nouvelle.

L'affirmation d'une nation propre, au moyen d'un déterminant culturel, est particulièrement prononcée en Croatie, en tous les cas plus qu'en Serbie. On voit en effet percer en Croatie une sorte de sentiment de supériorité culturelle du peuple Croate, défini comme étant de tradition occidentale, sur le peuple serbe, « qui appartient au domaine oriental ou byzantin », supposé plus éloigné des standards européens, moins travailleur, moins apte à la démocratie

Pour les entrepreneurs croates, le but est de prouver la spécificité d'une nation croate, afin de pouvoir la dominer ; et le meilleur moyen pour ce faire est de se démarquer des nations avec lesquelles elle pourrait être confondue. C'est sur la base de ces critères historiques, religieux et culturels, que la nation croate est instituée en tant que nation, et que de ce fait elle aurait droit à sa souveraineté politique, comme n'importe quelle nation dans le monde.

Aussi, une fois le HDZ parvenu au pouvoir, la première décision que va prendre le nouveau parlement croate sera de voter une nouvelle constitution, dont certaines mesures rappellent étrangement celles que Milosevic fait adopter quelques mois auparavant en Serbie.

Le préambule de la nouvelle Constitution croate reprend la principale argumentation nationaliste, à savoir sa dimension élective, puisqu'il fait référence à l'Etat croate. Or, la nouvelle constitution, votée par le parlement en décembre 1990, met en avant la notion de souveraineté de la nation croate, et enlève aux Serbes la particularité d'être une entité constituante de l'Etat croate, en les réduisant au statut de minorité ethnique.

La nation et l'Etat croate sont ainsi définis en termes purement ethniques (ethno-nationalisme), et non pas en termes de rapports de citoyenneté envers des institutions (stato-nationalisme), dans lesquelles se reconnaissent ses membres. Une telle définition particulariste va inévitablement heurter les spécificités d'autres entités, plus particulièrement dans le cas serbe, qui connaît aussi le regain nationaliste.

CONCLUSION

En résumé, le même type d'entrepreneurs nationalistes instaure un même type de nation, basée sur le même type de critères de construction, et imposée à une population dans des conditions historiques similaires.

Comment expliquer de telles similitudes entre les discours nationalistes serbes et Croates ? C'est d'une part la nécessité commune de délégitimer le régime communiste, afin d'y substituer l'idéologie nationaliste. C'est surtout une manière pour les entrepreneurs nationalistes de rejeter l'échec économique et social du communisme sur d'autres, principalement leurs adversaires politiques à l'intérieur de leur république, tout en évitant que le discrédit ne s'abatte sur eux. Les entrepreneurs nationalistes de tout bord canalisent le mécontentement populaire, en le transformant en haine ethnique, facilement contrôlable. Le mécontentement est utilisé comme mobilisation et comme légitimité, que ce soit par les nationalistes serbes ou croates, ce qui explique la similitude des thèmes.

Mais, force est de constater que la similitude des thèmes n'entraîne pas la similitude des attitudes envers les gouvernements. Si la Croatie n'occupe plus aujourd'hui le devant de la scène internationale, la Serbie est restée longtemps au ban de la société internationale.

Il est par ailleurs intéressant de constater que la Serbie a été condamnée pour son nationalisme conquérant jusqu'à la chute de Milosevic, date à laquelle l'arrivée au pouvoir, avec une majorité relativement faible, de l'opposition a entraîné presque immédiatement une levée des sanctions économiques.

Parallèlement, l'élection en Autriche d'un parti d'extrême droite nationaliste a entraîné une mise à l'écart de ce pays par la communauté européenne, la même communauté qui s'est empressée de lever les sanctions imposées à la Serbie dès l'arrivée d'un changement politique alors que le nouvel homme fort de la Serbie ne cache pas son nationalisme...

Le nationalisme est-il donc une forme de gouvernement à bannir dans une société démocratique alors qu'il peut par ailleurs représenter, selon son degré, un espoir de démocratisation de la société ?

Le nationalisme dans les Balkans ; entre histoire, opportunisme et enjeu politique.

Table des matières

INTRODUCTION	4
<u>I. Le modèle national des communistes yougoslaves</u>	7
<u>1. Les origines du modèle national communiste en Yougoslavie</u>	7
11. Le parti communiste Yougoslave.	7
12. L'influence du Komintern.	8
<u>2. La prise de pouvoir du parti communiste</u>	10
21. La deuxième guerre mondiale.	10
22. Les institutions.	11
<u>3. Le règlement du problème national en Yougoslavie</u>	11
31. Le modèle de base : la Constitution de 1946	11
32. La Constitution de 1953, le yougoslavisme et l'autogestion	13
<u>4. La décentralisation yougoslave</u>	14
41. Les réformes des années 60	14
42. La Constitution de 1974	14
<u>II. Les conditions historiques de production du discours nationaliste</u>	17
<u>1. Les conditions politico-économiques</u>	17
11. Les données structurelles de l'économie communiste yougoslave	17
12. La crise économique des années 80	18
13. Les conditions politiques	19
131. La présidence collégiale	20
132. Le gouvernement	20
133. La Ligue des communistes yougoslaves	20
14. Les conditions sociales	21
<u>2. Les critiques naissantes du communisme.</u>	22
<u>3. Le vide idéologique</u>	23
<u>4. Les conditions internationales</u>	24

41. Le dégel et la fin de la guerre froide	24
42. La réunification allemande	25
<u>III. Le renouveau nationaliste serbe et croate</u>	26
<u>1. Le cas Serbe</u>	26
11. Genèse et développement du renouveau nationaliste serbe	26
111. Genèse du nationalisme Serbe.	26
112. Le développement du nationalisme : le rôle de Milosevic.	27
12. Le contenu du discours nationaliste serbe.	29
121. Le plan de Garasanin.	29
1211. L'auteur	29
1212. Le programme du Plan	30
1213. La portée du Plan.	30
1214. Le Plan et ses conséquences.	31
122. Le Mémoire SANU.	32
13. Le poids de l'histoire.	33
14. Le renouveau de l'identité religieuse.	33
15. L'anti-croatisme.	34
<u>2. Genèse et développement du renouveau nationaliste croate</u>	34
21. Naissance .	34
221. Genèse.	35
222. Le rôle de Tudjman.	35
22. Le contenu du discours nationaliste croate	37
221. Les conditions économiques.	37
222. Le poids de l'histoire.	38
223. Le rôle de la langue dans le discours nationaliste.	39
CONCLUSION	41

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- J. ANCEL « Peuples et nations des Balkans » Editions du C.T.H.S 1992
 G. CASTELLAN « Le monde des Balkans » Vuibert 1994
 G. CASTELLAN « Histoire des Balkans » Fayard 1995
 J.CVIJIC « La péninsule balkanique » Colin 1918
 M.FOUCHER « Fragments d'Europe » Fayard 1993
 P. GARDE « Les Balkans » DOMINOS Flammarion 1996
 P. GARDE « Vie et mort de la Yougoslavie » Fayard 1992
 P. GARDE « Vie et mort de la Yougoslavie » Fayard 2000
 M. GRMEK « Le rôle de l'histoire mythique dans les revendications nationales des Serbes et des Croates » Mélanges Marc FERRO « de Russie et d'ailleurs » Paris 1995
 M. GRMEK, M.GIDANE, N.SIMEC « Le nettoyage ethnique » Fayard 1993
 G. HERMET « Histoire des Nations et du nationalisme en Europe » Seuil 1996
 B.JELAVICH « History of the Balkans » Cambridge University Press 1983
 O. L. KUBLI « Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves », l'Harmattan 1998
 B. LORY « L'Europe Balkanique de 1945 à nos jours » Ellipses 1996
 C.LUTARD « Géopolitique de la Serbie Monténégro » Complexes 1998
 B. MICHEL « Nations et nationalismes en Europe centrale » Aubier 1995
 E. NGUYEN « Les nationalismes en Europe » Le Monde Poche 1998
 G.PREVELAKIS « Les Balkans, cultures et géopolitique » Nathan 1994
 M.ROUX « La population de la Yougoslavie en 1991, inventaire avant le chaos » in Méditerranée n°1-2 p ; 35 –46
 Y. SANTAMARIA et B. WACHE « Du printemps des peuples à la Société des Nations ; Nations, nationalités et nationalismes en Europe de 1850 à 1920 », La Découverte 1996
 F.THUAL « Géopolitique de l'orthodoxie » Fayard 1993

Divers

Sources Internet